

- Vu le code général de la fonction publique ;
- Vu le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 relative aux dispositions générales applicables aux agents contractuels de l'État pris pour l'application de l'article 7 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;
- Vu le décret n° 99-272 du 6 avril 1999 relatif aux commissions paritaires d'établissement des établissements publics d'enseignement supérieur ;
- Vu le décret n° 2011-595 du 26 mai 2011 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel de la fonction publique de l'État ;
- Vu le décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020 relatif aux comités sociaux d'administration dans les administrations et les établissements publics de l'État ;
- Vu l'arrêté du 9 mars 2022 fixant la date des prochaines élections professionnelles dans la fonction publique ;
- Vu l'arrêté du 6 mai 2022 fixant les effectifs et la proportion de femmes et d'hommes pour l'élection des représentants du personnel au comité social d'administration ministériel de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation et aux comités sociaux d'administration des établissements publics administratifs ;
- Vu l'arrêté du 27 mai 2022 instituant un comité social d'administration au ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche et des comités sociaux d'administration d'établissement pour les établissements publics administratifs ;
- Vu la circulaire n° DGRH A1-2-7939 du 11 août 2022 relative aux élections professionnelles de décembre 2022 dans les établissements d'enseignement supérieur et de recherche ;
- Vu l'arrêté n° 2013/UPF-18 du 21 juin 2013 portant création, composition et fonctionnement de la commission consultative paritaire compétente à l'égard des agents non titulaires de l'UPF ;
- Vu l'arrêté n° 2022/UPF-13 du 23 mai 2022 relatif aux effectifs et à la part de femmes et d'hommes pris en compte pour les élections du 8 décembre 2022 aux instances représentatives du personnel de l'UPF ;
- Vu l'arrêté n° 2022/UPF-14 du 23 mai 2022 portant décision-cadre relative à l'organisation d'opérations de vote par voie électronique pour les élections professionnelles de décembre 2022 ;
- Vu la délibération n° 2022/CA-04 du 15 mars 2022 portant création du comité social d'administration de l'UPF ;
- Vu les statuts de l'UPF ;
- Vu l'avis du comité technique du 19 septembre 2022 ;
- Vu l'avis du comité électoral consultatif du 3 octobre 2022 ;

Le président de l'université

ARRÊTE :

PRÉAMBULE :

Scrutins concernés :

Les mandats des élus des instances ministérielles et d'établissement représentatives du personnel arrivant à leur terme, des élections sont organisées pour leur renouvellement général. À l'UPF, ces élections concernent le mandat des représentants des instances suivantes :

1/ Au niveau ministériel :

- Le comité social d'administration du ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche (CSA MESR) ;
- Les commissions administratives paritaires (CAP) nationales relevant des ministres chargés de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur et de la recherche.

2/ Au niveau de l'établissement :

- Le comité social d'administration d'établissement public de l'UPF (CSAEP UPF) ;
- La commission consultative paritaire compétente à l'égard des agents non titulaires (CCP-ANT) ;
- Les commissions paritaires d'établissement (CPE).

Modes de scrutin :

Les scrutins du CSA MESR et des CAP se déroulent au scrutin de liste à un tour.

Le scrutin du CSA de l'UPF est un scrutin de liste à un tour, à la représentation proportionnelle avec répartition des sièges restant à pourvoir selon la règle de la plus forte moyenne.

Les représentants des personnels à la CCP-ANT sont élus au scrutin de sigle à un tour avec répartition des sièges restant à pourvoir selon la règle de la plus forte moyenne.

Les représentants des personnels aux CPE sont élus par scrutin de liste à un tour à la représentation proportionnelle avec répartition des sièges restant à pourvoir selon la règle de la plus forte moyenne.

Les trois scrutins sont réalisés en utilisant le vote par voie électronique, dans les conditions de la décision-cadre du 23 mai 2022, susvisée.

Le présent arrêté comprend dix annexes :

1. *Modèle de demande d'inscription ou de modification sur les listes électorales ;*
2. *Modèle de liste de candidature au CSAEP UPF*
3. *Modèle de liste de candidature aux CPE ;*
4. *Modèle de déclaration de candidature à la CCP-ANT ;*
5. *Modèle indicatif de liste de candidature pour les comités sociaux d'administration ministériels ;*
6. *Modèle indicatif de liste de candidature pour les commissions administratives paritaires.*
7. *Formulaire de dépôt d'une candidature individuelle pour le CSAEP UPF et aux CPE ;*
8. *Récépissé de dépôt de candidature ;*
9. *Calendrier des opérations électorales pour les scrutins ministériels et académiques ;*
10. *Parcours électeur pour le vote électronique aux scrutins ministériels et académiques.*

ARTICLE 1 : Calendrier

Les personnels de l'UPF sont appelés à élire leurs représentants aux scrutins d'établissement qui les concernent selon le calendrier ci-après :

Étapes	Date et heure
Date limite de dépôt des candidatures, logos et professions de foi	jeudi 20 octobre
Affichage des candidatures déposées	lundi 24 octobre
Affichage des listes électorales	vendredi 28 octobre
Affichage au plus tard des listes de candidats rectifiées	jeudi 10 novembre
Affichage des listes électorales rectifiées	lundi 14 novembre
Publication des candidatures et des professions de foi sur le site de vote	lundi 14 novembre
Envoi des emails à l'attention des électeurs	lundi 14 novembre
Modifications exceptionnelles des listes électorales si acquisition ou perte de la qualité d'électeur après la date de clôture	Avant mercredi 30 novembre 09:30
Contrôle des données, test et scellement du système de vote	mercredi 30 novembre 14:30
Ouverture du scrutin	jeudi 1er décembre 09:00
Clôture du scrutin	jeudi 08 décembre 11:00
Dépouillement des urnes, lecture et proclamation des résultats	jeudi 08 décembre 11:30
Publication des résultats sur le site de vote	jeudi 08 décembre
Transmission des procès-verbaux au chef d'établissement et aux organisations syndicales	jeudi 08 décembre

ARTICLE 2 : Électeurs

2.1 Le CSA MESR et le CSAEP UPF

Sont électeurs pour la désignation des représentants du personnel au sein d'un comité social d'administration tous les agents exerçant leurs fonctions, dans le périmètre du ou des services au titre desquels le comité social compétent est institué.

Ces agents doivent remplir, dans le périmètre du comité social d'administration, les conditions suivantes :

1° Lorsqu'ils ont la qualité de fonctionnaire titulaire, être en position d'activité ou de congé parental ou être accueillis en détachement, ou par voie d'affectation dans les conditions du décret du 18 avril 2008, ou de mise à disposition ;

2° Lorsqu'ils ont la qualité de fonctionnaire stagiaire, être en position d'activité ou de congé parental. Les élèves

et les stagiaires en cours de scolarité ne sont pas électeurs ;

3° Lorsqu'ils sont agents contractuels de droit public ou de droit privé, bénéficiant d'un contrat à durée indéterminée ou, depuis au moins deux mois, d'un contrat d'une durée minimale de six mois ou d'un contrat reconduit successivement depuis au moins six mois. En outre, ils doivent exercer leurs fonctions ou être en congé rémunéré ou en congé parental ;

4° Lorsqu'ils sont personnels à statut ouvrier, être en service effectif ou en congé parental ou bénéficier de toute forme de congé rémunéré ou être accueillis par voie de mise à disposition. Parmi cette catégorie d'agents, ceux effectuant le stage valant essai d'embauche ne sont pas électeurs.

Par dérogation, lorsqu'un agent exerce ses fonctions dans un service sous autorité conjointe de plusieurs ministres, il est électeur au comité social d'administration de proximité et au comité social d'administration ministériel du département ministériel en charge de sa gestion.

Les agents affectés ou mis à disposition dans un service placé sous l'autorité d'un ministre autre que celui en charge de leur gestion sont électeurs au seul comité social d'administration ministériel du département ministériel assurant leur gestion ainsi qu'au comité social d'administration de proximité du service dans lequel ils exercent leurs fonctions.

Les agents relevant d'un corps propre à un établissement public administratif affectés ou mis à disposition dans un établissement public administratif autre que celui en charge de leur gestion ou dans un département ministériel sont électeurs au comité social d'administration de proximité de l'établissement assurant leur gestion ainsi qu'au comité social d'administration de proximité de l'établissement ou du service dans lequel ils exercent leurs fonctions.

2.2 Les CAP

Sont électeurs pour la désignation des représentants du personnel au sein d'une CAP déterminée tous les agents remplissant les conditions suivantes :

- les fonctionnaires en position d'activité, de congé parental, qu'ils travaillent à temps partiel, qu'ils soient en congé longue maladie, en congé longue durée ;
- les fonctionnaires en position de détachement dans leur corps d'origine et dans le corps où ils sont détachés ;
- les fonctionnaires stagiaires, à condition que leur date de titularisation intervienne avant la date de clôture du scrutin, soit avant le 8 décembre 2022.

2.4 La CCP-ANT

Sont électeurs pour la CCP-ANT les agents non titulaires remplissant les conditions suivantes :

- les agents non titulaires dont le contrat est en cours d'exécution à la date du scrutin (CDI ou depuis au moins deux mois, un contrat d'une durée minimale de six mois ou un contrat reconduit successivement depuis au moins six mois).
- les agents qui sont, à la date du scrutin, en activité, en congé rémunéré ou en congé parental.

2.5 Les CPE

Sont électeurs, au titre d'une catégorie (A, B, C) et d'une filière, les fonctionnaires appartenant à l'un des corps suivants :

FILIERE	CATEGORIE	CORPS
ITRF	A	IGR, IGE, ASI
	B	TECH
	C	ATRF
AENES	A	DGS et Administrateurs de l'EN, AGENT COMPTABLE, ATTACHES
	B	SAENES
	C	ADJAENES
BIBLIOTHEQUES	A	CONSERVATEURS, BIBLIOTHECAIRES
	B	BIBAS
	C	MAGASINIERS

Sont donc exclus les personnels contractuels ; stagiaires ; en disponibilité ; en congé de fin d'activité.

La qualité d'électeur doit être appréciée au regard des dispositions de la circulaire du 11 août 2022, susvisée, qui précise dans ses annexes les situations administratives particulières et cas particuliers.

ARTICLE 3: Candidatures

3.1 Critères d'éligibilité

Sont déclarés éligibles pour les scrutins respectifs, les agents déclarés électeurs à l'article 2 de la présente décision, à l'exception des agents en congé de longue durée et en congé non rémunéré.

3.2 Validité des candidatures

3.2.1 Pour l'ensemble des scrutins

Peuvent se présenter aux élections professionnelles

- Les organisations syndicales de fonctionnaires qui, dans la fonction publique où est organisée l'élection, sont légalement constituées depuis au moins deux ans à compter de la date de dépôt légal des statuts et satisfont aux critères de respect des valeurs républicaines et d'indépendance ;
- Les organisations syndicales de fonctionnaires affiliées à une union de syndicats de fonctionnaires qui remplissent les conditions mentionnées l'alinéa précédent.

Les organisations affiliées à une même union ne peuvent présenter des listes concurrentes à une même élection.

Les candidatures pour les scrutins ministériels et nationaux (CSA MESR, CAP) doivent être déposées, au plus tard, le **jeudi 20 octobre 2022, 17h (heure de Paris)**. les organisations syndicales doivent déposer prioritairement de manière dématérialisée les candidatures, les logos et les éventuelles professions de foi à l'adresse suivante : <https://candelec2022.adc.education.fr>.

À défaut, et à titre tout à fait exceptionnel, les organisations syndicales peuvent déposer sur support informatique, à l'administration centrale - à la DGRH - pour les scrutins nationaux, et au vice-rectorat pour les scrutins académiques, les documents susmentionnés.

Les candidatures pour les scrutins d'établissement doivent être déposées, au plus tard, le **jeudi 20 octobre 2022 à 11h (heure de Tahiti), uniquement par courriel**, à l'adresse electionspro2022@upf.pf, en indiquant lisiblement « **Candidature élections professionnelles** » suivi du ou des scrutins concernés.

Pour les scrutins au CSAEP UPF et aux CPE, doivent être déposés en même temps, en utilisant les modèles fournis en annexe, sous peine d'irrecevabilité :

- la liste de candidats, mentionnant obligatoirement les nom, prénom et sexe de chaque candidat ;
- le logo de l'organisation syndicale ;
- les candidatures individuelles signées par chaque personne figurant sur la liste.

Les candidatures peuvent être accompagnées d'une profession de foi, sans que cela soit obligatoire.

Pour les scrutins à la CCP-ANT, doivent être déposés en même temps, en utilisant les modèles fournis en annexe, sous peine d'irrecevabilité :

- le formulaire de déclaration de candidature de l'organisation syndicale ;
- le logo de l'organisation syndicale.

Les candidatures peuvent être accompagnées d'une profession de foi, sans que cela soit obligatoire.

Pour tous les scrutins d'établissement, les candidatures sont formulées par scrutin et non pas par instance :

Instance professionnelle	Nature du scrutin	Nombre de scrutins
Comité social d'administration	Scrutin de liste à un tour avec répartition des sièges à la proportionnelle	1 scrutin
Commission paritaire d'établissement	Scrutin de liste à un tour avec répartition des sièges à la proportionnelle	9 scrutins : -représentants des ITRF cat. A -représentants des ITRF cat. B -représentants des ITRF cat. C -représentants des AENES cat. A -représentants des AENES cat. B -représentants des AENES cat. C -représentants des BIB cat. A -représentants des BIB cat. B -représentants des BIB cat. C
Commission consultative paritaire pour les ANT	Scrutin de sigle à un tour avec répartition des sièges à	3 scrutins : -représentants des contractuels de cat. A

	la proportionnelle	-représentants des contractuels de cat. B -représentants des contractuels de cat. C
--	--------------------	--

Le dépôt de candidature fait l'objet d'un récépissé envoyé par courriel à l'adresse émettrice de la candidature ou remis en main propre au délégué de liste ou à son suppléant.

Chaque candidature doit comporter le nom d'un délégué qui, en cas de scrutin de liste, peut être ou non candidat, désigné par l'organisation syndicale afin de représenter la candidature dans toutes les opérations électorales. L'organisation syndicale peut désigner un délégué suppléant.

En cas d'élection au scrutin de liste, chaque organisation syndicale ne peut présenter qu'une liste de candidats pour un même scrutin. Nul ne peut être candidat sur plusieurs listes d'un même scrutin.

3.2.2 Pour le CSAEP UPF et aux CPE

Chaque liste pour le CSAEP UPF comprend **un nombre de noms égal au moins aux deux tiers et au plus au nombre de sièges** de représentants titulaires et de représentants suppléants à pourvoir, sans qu'il soit fait mention pour chacun des candidats de la qualité de titulaire ou de suppléant. En outre, elle doit comporter **un nombre pair** de noms au moment de son dépôt.

Chaque liste pour les CPE comprend un **nombre de noms égal au nombre de sièges** de titulaires et de suppléants à pourvoir (pas de listes incomplètes).

Pour favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux responsabilités professionnelles et sociales, les listes de candidats aux élections du CSAEP UPF et des CPE sont composées d'un nombre de femmes et d'hommes correspondant à la part de femmes et d'hommes représentés au sein de l'instance concernée et fixés par arrêté du président.

Chaque liste comprend obligatoirement un nombre de femmes et d'hommes correspondant aux parts respectives de femmes et d'hommes représentés au sein de l'instance. Ce nombre est calculé sur l'ensemble des candidats inscrits sur la liste.

Lorsque l'application de l'alinéa précédent n'aboutit pas à un nombre entier de candidats à désigner pour chacun des deux sexes, l'organisation syndicale procède indifféremment à l'arrondi à l'entier inférieur ou supérieur.

Outre les mentions obligatoires fixées par le point 3.2.1, les listes candidates à l'élection au CSAEP UPF et aux CPE indiquent obligatoirement le nombre de femmes et d'hommes présents sur la liste.

L'arrêté n° 2022/UPF-13 du 23 mai 2022, susvisé, fixe la répartition des effectifs de femmes et d'hommes pour les élections professionnelles de 2022.

Pour illustration, une liste valide de 14 noms pour l'élection au CSAEP UPF à 7 sièges doit comporter :

	Nombre de membres titulaires et suppléants	% femmes	nombre de femmes		Nombre d'hommes
liste complète	14	53.53%	arrondi inf	7	7
			arrondi sup	8	6
Liste incomplète	12	53.53%	arrondi inf	6	6
			arrondi sup	7	5
Liste incomplète	10	53.53%	arrondi inf	5	5
			arrondi sup	6	4

3.3 Nombre de sièges à pourvoir par scrutin dans l'établissement

- Pour le CSAEP UPF: 7 sièges de titulaires et 7 sièges de suppléants ;
- Pour la CCP-ANT: 3 sièges de titulaires et 3 sièges de suppléants, répartis comme suit : 1 siège de titulaire et 1 siège de suppléant pour la catégorie A ; 1 siège de titulaire et 1 siège de suppléant pour la catégorie B ; 1 siège de titulaire et 1 siège de suppléant pour la catégorie C ;
- Pour les CPE, les sièges sont établis comme suit :

FILIERE	CATEGORIE	EFFECTIFS	NOMBRE DE SIEGES
ITRF	A		1 TITULAIRE ET 1 SUPPLEANT
	B		1 TITULAIRE ET 1 SUPPLEANT
	C		1 TITULAIRE ET 1 SUPPLEANT
AENES	A		1 TITULAIRE ET 1 SUPPLEANT
	B		1 TITULAIRE ET 1 SUPPLEANT
	C		1 TITULAIRE ET 1 SUPPLEANT
BIBLIOTHEQUES	A		1 TITULAIRE ET 1 SUPPLEANT
	B		1 TITULAIRE ET 1 SUPPLEANT
	C		1 TITULAIRE ET 1 SUPPLEANT

3.4 Contestation des candidatures

Le contrôle de la recevabilité des candidatures et de l'éligibilité des candidats est réalisé par l'administration dans le délai maximum de 3 jours suivant la date limite de dépôt des candidatures. Lorsque l'administration constate que la candidature ne satisfait pas aux conditions fixées par les textes en vigueur pour chaque scrutin, elle informe le délégué de liste, par décision motivée, de l'irrecevabilité de la candidature.

Les contestations sur la recevabilité des candidatures déposées sont portées devant le tribunal administratif de Papeete dans les trois jours qui suivent la date limite du dépôt des candidatures. Le tribunal administratif statue dans les quinze jours qui suivent le dépôt de la requête. L'appel n'est pas suspensif.

Le délégué de liste dispose d'un délai de 3 jours à compter de l'expiration du délai de 3 jours susmentionné pour transmettre les rectifications nécessaires. À défaut de rectification, l'administration raye de la liste les candidats inéligibles. La liste ne pourra alors participer aux élections que si elle satisfait toujours à la condition de comprendre un nombre de noms égal au moins au deux tiers des sièges de représentants du personnel titulaires et suppléants à élire.

ARTICLE 4: Listes électorales

4.1 Listes électorales pour les scrutins ministériels et académiques

Les listes électorales sont publiées sur le site dédié dans l'espace électeur (<https://www.education-jeunesse-recherche-sports.gouv.fr/electionspro2022>), pour l'ensemble des scrutins, **le 11 octobre 2022**.

a) Modifications opérées dans les délais impartis pour les demandes de rectifications :

Entre le **mardi 11 octobre et le lundi 24 octobre 2022**, les électeurs pourront vérifier le contenu de ces listes. Les électeurs peuvent également, durant cette même période, formuler par voie dématérialisée, des réclamations contre les inscriptions et les omissions éventuelles, à l'adresse electionspro.esr2022@education.gouv.fr.

b) Modifications opérées au plus tard la veille du premier jour du scrutin :

Des modifications pourront intervenir après l'expiration de ces délais **uniquement si un événement postérieur** et prenant effet au plus tard la veille du premier jour du scrutin entraîne l'acquisition ou la perte de la qualité d'électeur. Ces modifications seront effectuées soit à l'initiative de l'administration, soit à la demande de l'intéressé qui devra l'adresser par voie dématérialisée à l'adresse electionspro.esr2022@education.gouv.fr, le **28 novembre 2022** au plus tard.

4.2 Listes électorales pour les scrutins de l'établissement

Les listes électorales pour les élections aux trois instances représentatives du personnel de l'établissement sont arrêtées par le président de l'UPF. Elles sont affichées au plus tard le **28 octobre 2022** à la présidence, au bâtiment A et à l'INSPE et sur l'ENT, dans la rubrique dédiée aux élections professionnelles.

Les électeurs peuvent demander leur inscription sur les listes électorales ou la modification de leur inscription jusqu'au **jeudi 10 novembre 2022** inclus. Ces demandes ou réclamations doivent être adressées obligatoirement via le formulaire prévu, annexé au présent arrêté et téléchargeable sur l'ENT, directement par les personnes intéressées, **par courriel** à l'adresse electionspro2022@upf.pf, en indiquant en objet du courriel « Inscription/modification aux listes électorales » suivi du scrutin concerné.

Passé ces délais, aucune modification n'est alors admise sauf si un événement postérieur et prenant effet au plus tard la veille du scrutin entraîne, pour un agent, l'acquisition ou la perte de la qualité d'électeur. Dans ce cas, l'inscription ou la radiation est prononcée au plus tard la veille du scrutin, avant scellement des urnes, soit à

l'initiative de l'administration, soit à la demande de l'intéressé, et immédiatement portée à la connaissance des personnels par voie d'affichage.

ARTICLE 5: Bureaux de vote

5.1 Liste des bureaux de vote

Les opérations électorales se déroulent exclusivement par voie électronique, par internet, via la plateforme de vote mise en place par le prestataire Neovote pour l'UPF, ou le prestataire choisi par le ministère en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, pour les scrutins nationaux.

Un bureau de vote dédié est ouvert au niveau national pour les scrutins au CSA MESR et aux CAP nationales.

Pour les scrutins aux instances de l'UPF, conformément à l'article 3 du décret n° 2011-595 du 26 mai 2011, susvisé, il est constitué un bureau de vote électronique pour chaque scrutin propre à une instance de représentation du personnel, soit :

- un bureau de vote électronique pour le comité social d'administration ;
- un bureau de vote électronique pour la commission consultative paritaire compétente à l'égard des agents non titulaires ;
- un bureau de vote électronique pour les commissions paritaires d'établissement.

De plus, il est constitué un bureau de vote électronique centralisateur, ayant la responsabilité de l'ensemble des scrutins.

Chaque bureau de vote électronique est composé :

- d'un président, désigné par le président de l'UPF ;
- d'un secrétaire, désigné par le président de l'UPF ;
- d'un délégué de liste désigné par chacune des organisations syndicales candidates aux élections, pour le scrutin considéré. En cas de dépôt d'une liste d'union, il n'est désigné qu'un délégué par liste.

Le bureau de vote électronique centralisateur est composé :

- d'un président, désigné par le président de l'UPF ;
- d'un secrétaire, désigné par le président de l'UPF ;
- d'un secrétaire adjoint, désigné par le président de l'UPF ;
- d'un délégué de liste désigné par chacune des organisations syndicales candidates aux élections. En cas de dépôt d'une liste d'union, il n'est désigné qu'un délégué par liste.

Dans chaque bureau, en cas d'absence ou d'empêchement, le président est remplacé par le secrétaire. Le cas échéant, en cas d'absence, le secrétaire est remplacé par le secrétaire adjoint.

Un arrêté du président fixe la composition nominative de chaque bureau de vote.

Les membres des bureaux de vote, y compris les délégués de liste, bénéficient d'une formation sur le système de vote électronique utilisé, entre le 15 et le 25 novembre 2022. Les documents de présentation y afférents leur sont communiqués.

5.2 Modalités d'accès au vote pour les électeurs ne disposant pas d'un poste informatique sur leur lieu de travail

Conformément à l'article 9 du décret n° 2011-595 du 26 mai 2011, un poste informatique dédié est installé à l'attention des électeurs ne disposant pas d'un poste informatique sur leur lieu de travail.

Ce poste dédié est installé du 1^{er} décembre 2022 au 8 décembre 2022 au centre d'orientation, des stages et de l'insertion professionnelle (COSIP), situé au bâtiment A du campus.

Ce poste est accessible pendant les heures de service, de l'ouverture jusqu'à la clôture des scrutins.

Il est veillé à ce que les conditions nécessaires à l'anonymat, la confidentialité et le secret du vote soient respectées.

ARTICLE 6 : Modalités de fonctionnement du système de vote électronique retenu pour les scrutins

6.1 Scrutins nationaux et académiques

Le calendrier et les modalités de vote par voie électronique pour les scrutins nationaux et académiques sont annexés au présent arrêté.

6.2 Scrutins d'établissement

Le système de vote électronique mis en œuvre par Neovote respecte les modalités de fonctionnement suivantes :

- Le site de vote à l'attention des électeurs est accessible 7J/7 et 24h/24 entre la date et l'heure d'ouverture, et la date et l'heure de clôture du vote, au moyen de tout terminal usuel connecté à Internet (ordinateur, tablette, smartphone) ;

- L'électeur se connecte au site de vote en saisissant un identifiant aléatoire personnel généré par le système de vote qu'il aura reçu par email ; et une donnée personnelle ;
- Via le site de vote, les électeurs accèdent aux informations relatives aux scrutins les concernant : listes électorales, candidatures, composition des bureaux de vote. Les logos et les professions de foi des organisations syndicales sont accessibles sur le site de vote ;
- Avant d'exprimer son vote, l'électeur est invité à retirer son mot de passe généré aléatoirement par le système, qu'il recevra par email ;
- Pour voter, l'électeur accède, pour chacun des scrutins le concernant, aux listes de candidats ou candidatures de sigle des organisations syndicales candidates, lesquelles apparaissent simultanément à l'écran. Le vote blanc est possible. L'électeur est invité à exprimer son vote. Le vote apparaît clairement à l'écran avant validation et peut être modifié avant validation. La validation de l'électeur par la saisie de son mot de passe rend définitif le vote et interdit toute modification ou suppression du suffrage exprimé ;
- Une procédure de réassort, à l'attention des électeurs ayant perdu ou n'ayant pas reçu leurs identifiants, est mise en place. Elle permet aux électeurs de recevoir à leur convenance par email leurs identifiants personnels après authentification auprès de l'assistance téléphonique mise en place par Neovote ou via un formulaire de support en ligne. L'authentification des demandes repose sur des données personnelles définies dans le protocole.

Les électeurs ne peuvent voter, selon le scrutin, que pour une liste entière ou un sigle. Le vote blanc est possible. Le vote par procuration n'est pas autorisé.

ARTICLE 7 : Modalités de fonctionnement du centre d'appel et de la cellule d'assistance technique

Afin d'aider les électeurs dans l'accomplissement des opérations électorales pendant toute la période de vote, la société Neovote met en place une cellule d'accueil téléphonique. Celle-ci est accessible via un Numéro Vert 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24 entre la date de transmission des identifiants et le jour du dépouillement des urnes.

Est également créée une cellule d'assistance technique, dont la composition nominative est fixée par arrêté du président. Celle-ci est composée :

- en tant que représentants de l'université : d'un membre de la direction des ressources humaines et d'un membre de la direction des systèmes d'information ;
- d'un représentant de chaque organisation syndicale dépositaire d'une candidature ou plus ;
- d'un représentant de la société Neovote désigné par celle-ci.

La cellule d'accueil téléphonique prend en charge :

- les demandes d'assistance relatives à la connexion ou à la navigation dans le site de vote ;
- les demandes de réassort.

La cellule d'assistance technique est chargée de veiller au bon fonctionnement et à la surveillance du système de vote électronique. Elle peut être saisie à l'adresse electionspro2022@upf.pf.

ARTICLE 8 : Information des électeurs

L'information des agents appelés à voter lors des scrutins mentionnés ci-dessus est assurée par :

- la mise en ligne de l'ensemble des informations sur le site web de l'université ;
- l'affichage au bâtiment A, à la présidence et à l'INSPE ;
- l'envoi d'informations à l'adresse électronique professionnelle des agents ;
- l'envoi, par Neovote, sur l'adresse électronique professionnelle des agents, au moins 15 jours avant le début du scrutin, d'une notice d'information contenant les modalités de connexion et les étapes de vote en ligne.

Pour les scrutins d'établissement, les candidatures, logos et éventuelles professions de foi sont consultables en ligne sur la plateforme de vote, et en affichage papier à la DRH, au bâtiment A et à l'INSPE.

Pour les scrutins nationaux, les candidatures, logos et éventuelles professions de foi sont consultables sur le site internet du ministère en charge de l'enseignement supérieur et de la recherche, et sur l'espace électeur de chaque agent concerné par les scrutins.

ARTICLE 9 : Propagande électorale pour les scrutins d'établissement

Les organisations syndicales candidates aux élections professionnelles sont autorisées à envoyer, chacune, deux messages de propagande électorale par instance à élire, au moyen des listes de diffusion mises à leur disposition par l'établissement, selon le calendrier suivant :

	Date d'envoi des messages de propagande électorale
1 ^{er} message CSAEP UPF	8/11/2022
1 ^{er} message CPE	9/11/2022
1 ^{er} message CCP ANT	10/11/2022
2 ^e message CSAEP UPF	21/11/2022
2 ^e message CPE	22/11/2022
2 ^e message CCP ANT	23/11/2022

Seules les adresses de messagerie électronique syndicale ou des listes enregistrées par l'UPF peuvent être utilisées pour l'émission de messages à destination de l'adresse courriel professionnelle des agents.

La dénomination des adresses de messagerie électronique syndicale fait apparaître explicitement le nom ou le sigle de l'organisation syndicale ou de la liste.

L'accès aux technologies de l'information et de la communication pendant la période électorale est ouvert aux organisations syndicales et listes de candidats, via les délégués de liste.

Le volume d'un message électronique (corps du message et, le cas échéant, pièces jointes en PDF) ne peut dépasser 1 méga octet. Dans le corps des messages, l'insertion de liens hypertextes est autorisée. L'origine syndicale ou de la liste de l'envoi est mentionnée dans l'objet de chaque message électronique. Afin de permettre un éventuel désabonnement des listes de diffusion, un lien est inséré au pied de page de chaque message. Le réabonnement volontaire par l'agent est possible par ce même lien.

L'accès aux technologies de l'information et de la communication pendant la période électorale est autorisé à compter de la publication du présent arrêté et jusqu'à la veille de l'ouverture des scrutins.

Aucune utilisation des technologies de l'information et de la communication n'est admise pendant les jours d'ouverture des scrutins.

ARTICLE 10 : Dépouillement des votes

Il est procédé au dépouillement du scrutin dans un délai qui ne peut être supérieur, sauf circonstances particulières, à trois jours à compter de la date du scrutin.

Le dépouillement a lieu le jeudi 8 décembre 2022. Il est réalisé par le bureau de vote centralisateur.

Dès la clôture du scrutin, le contenu de l'urne, les listes d'émargement et les états courants gérés par les serveurs sont figés, horodatés et scellés automatiquement sur l'ensemble des serveurs, dans des conditions garantissant la conservation des données.

La présence du président du bureau de vote centralisateur ou son représentant et d'au moins deux délégués de liste parmi les détenteurs de clés est indispensable pour autoriser le dépouillement.

Le bureau de vote centralisateur contrôle, avant le dépouillement, le scellement du système.

Le décompte des voix obtenues par chaque candidat ou liste de candidats apparaît lisiblement à l'écran et fait l'objet d'une édition sécurisée afin d'être porté au procès-verbal.

Le bureau de vote centralisateur contrôle que la somme des suffrages exprimés et des votes blancs émis par voie électronique correspond au nombre de votants de la liste d'émargement électronique.

Le système de vote électronique est scellé après la décision de clôture du dépouillement prise par le président du bureau de vote centralisateur.

Le scellement interdit toute reprise ou modification des résultats. Toutefois, la procédure de décompte des votes

enregistrés doit pouvoir être déroulée de nouveau si nécessaire.

ARTICLE 11 : Attribution des sièges pour les scrutins aux instances de l'établissement

Le bureau de vote centralisateur constate le nombre total de votants et détermine le nombre total de suffrages valablement exprimés ainsi que le nombre de voix obtenues par chaque candidature en présence.

Il détermine en outre le quotient électoral en divisant le nombre de suffrages valablement exprimés par le nombre de représentants titulaires à élire.

Chaque organisation syndicale a droit à autant de sièges de représentants titulaires du personnel que le nombre de voix recueillies par elle contient de fois le quotient électoral.

Les sièges de représentants titulaires restant éventuellement à pourvoir sont attribués suivant la règle de la plus forte moyenne.

En cas de liste ne comportant pas un nombre de noms égal au nombre de sièges de représentants titulaires et de représentants suppléants à pourvoir, l'organisation syndicale ne peut prétendre à l'obtention de plus de sièges de représentants titulaires et de représentants suppléants du personnel que ceux pour lesquels elle a proposé des candidats. Les sièges éventuellement restant ne sont pas attribués.

En cas de scrutin de liste, lorsque pour l'attribution d'un siège des listes obtiennent la même moyenne, le siège est attribué à la liste qui a recueilli le plus grand nombre de voix. Si les listes en cause ont recueilli le même nombre de voix, le siège est attribué à celle qui a présenté le plus grand nombre de candidats. Si plusieurs de ces listes ont obtenu le même nombre de voix et ont présenté le même nombre de candidats, le siège est attribué par voie de tirage au sort.

Les représentants titulaires sont désignés selon l'ordre de présentation de la liste.

Il est ensuite attribué à chaque liste un nombre égal de suppléants désignés selon l'ordre de présentation de la liste.

En cas de scrutin sur sigle, lorsque pour l'attribution d'un siège, des listes obtiennent la même moyenne, le siège est attribué à l'organisation syndicale qui a recueilli le plus grand nombre de voix. Si les organisations syndicales en cause ont recueilli le même nombre de voix, le siège est attribué par voie de tirage au sort.

Un procès-verbal des opérations électorales est établi par le bureau de vote centralisateur et immédiatement transmis au chef d'établissement ainsi qu'aux organisations syndicales concernées par les scrutins. Un arrêté du président de l'UPF proclame les résultats dans les 3 jours suivant l'établissement du procès-verbal.

Pour l'élection à la CCP-ANT, chaque organisation syndicale dispose d'un délai de 15 jours suivant la proclamation des résultats pour faire connaître l'identité des représentants titulaires et suppléants appelés à occuper les sièges qui lui sont attribués.

ARTICLE 12 : Contestation des opérations électorales

Les contestations sur la validité des opérations électorales sont portées, dans un délai de cinq jours à compter de la proclamation des résultats, devant le chef d'établissement, puis, le cas échéant, devant le Tribunal administratif de la Polynésie française.

ARTICLE 13 : Publicité

La présente décision est portée à la connaissance des électeurs par voie d'affichage ainsi que sur le site web de l'établissement.

ARTICLE 14 : Abrogation

Les dispositions de même objet, fixées par l'arrêté n° 2022/UPF-14 du 23 mai 2022, contraires aux dispositions contenues dans le présent arrêté, sont abrogées.

ARTICLE 15 : Exécution

La directrice générale des services de l'université est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Punaauia, le 5 octobre 2022.

Le Président,



Pr. Patrick Capolsini

